

NOTE D'ORIENTATION //

LE RÔLE ESSENTIEL DE LA VOIX DES COMMUNAUTÉS
DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES EN MATIÈRE
DE BIODIVERSITÉ : EXEMPLES DE MADAGASCAR

Octobre 2023

01/ MESSAGES CLÉS

La présente note d'orientation vise à démontrer que l'autonomisation et l'implication des communautés constituent une stratégie essentielle permettant aux pays d'atteindre les objectifs et les cibles du cadre mondial de la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal par le biais de leurs stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB). Les messages clés sont les suivants :

- 1 LES SPANB :** La mise à jour des SPANB apparaît comme une occasion importante de veiller à ce que les voix des communautés soient entendues et activement intégrées dans le processus d'élaboration des politiques. Pour y parvenir, il faut faire comprendre aux communautés l'importance de la communication dans l'élaboration des politiques, donner aux champions de la communication les moyens de créer des documents vérifiés à partir des récits des communautés et permettre aux champions de partager ces récits facilement avec les décideurs politiques au nom de leurs communautés.
- 2 LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :** Pour promouvoir une plus grande participation des communautés à l'élaboration des politiques, il est essentiel d'investir dans le renforcement des capacités des communautés et des champions de la communication communautaire, en améliorant leurs compétences en matière de plaidoyer, d'utilisation des médias et de communication, tout en fournissant les ressources et le soutien nécessaires pour surmonter des obstacles tels que les barrières linguistiques et les inégalités en matière d'éducation.
- 3 DES POLITIQUES EFFICACES :** L'implication des communautés dans l'élaboration des politiques peut conduire à l'élaboration de solutions, de stratégies et de politiques efficaces et efficientes. Elle présente des avantages considérables, notamment l'émergence de perspectives diverses provenant d'un large éventail de groupes et l'autonomisation de communautés confiantes et désireuses de contribuer à des changements positifs.

02/ INTRODUCTION

2.1. Contexte du CMB

Une action urgente et transformatrice est nécessaire pour protéger et conserver la biodiversité [1], tout en renforçant la résilience des populations. Les pays du monde entier, dont Madagascar, s'efforcent de vivre en harmonie avec la nature d'ici à 2050. Ils ont adopté le CMB lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui s'est tenue en décembre 2022. Le CMB définit l'orientation mondiale de l'action et du financement, dans le but de stopper et d'inverser

la perte de biodiversité d'ici à 2030 et de vivre en harmonie avec la nature d'ici à 2050. Il contient des objectifs orientés vers l'action que chaque pays doit atteindre et qui couvrent trois catégories principales : (1) réduire les menaces qui pèsent sur la nature, (2) répondre aux besoins des populations tout en utilisant la nature de manière durable et en partageant ses avantages, ainsi que (3) développer des outils et des solutions pour y parvenir. L'une des caractéristiques déterminantes du CMB est son engagement ferme en faveur d'une gouvernance inclusive, reconnaissant le rôle essentiel que joue la participation des communautés dans la réalisation de ses objectifs.

2.1. Contexte des SPANB

Les SPANB sont le principal outil dont disposent les pays pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la CDB. D'ici à 2024, les pays mettront à jour leurs SPANB pour s'aligner sur le CMB. Ces SPANB mis à jour seront soumis pour examen à la seizième réunion de la Conférence des parties à la CDB, prévue pour le second semestre 2024. La mise à jour des SPANB apparaît comme une occasion importante de veiller à ce que les voix des communautés soient entendues et activement intégrées dans le processus d'élaboration des politiques.

ENCADRÉ 1 : Comment les communautés ont été impliquées dans les SPANB actuels de Madagascar

Il a été rapporté que les SPANB actuels de Madagascar (2015-2025) respectent et appliquent certains principes de bonne gouvernance, notamment celui de la gouvernance partagée avec les parties prenantes dans les processus de prise de décisions. Il s'agit notamment d'organes consultatifs aux niveaux national et local, qui garantissent la participation active et significative des parties prenantes à toutes les étapes du processus. La consultation publique a également joué un rôle décisif dans l'amélioration de l'accès à l'information.

À l'issue d'une consultation au niveau national, la proposition initiale des SPANB a été présentée aux communautés locales dans des subdivisions administratives plus petites. Leurs réactions et commentaires ont été recueillis et intégrés dans la version finale publiée, ce qui a permis de rendre le plan plus complet et de refléter les divers besoins et perspectives des communautés.

Bien que les SPANB actuels soient établis pour la période 2015-2025, l'adoption du CMB nécessite une mise à jour de son contenu. Cette mise à jour est actuellement en phase de planification et prévoit l'engagement effectif et rapide des communautés locales dans le processus.

RÉSULTATS VISÉS PAR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ



Préservation
des ressources
naturelles



Maintien des
droits de la
communauté



Efforts
collectifs



Politique
efficace



Adhésion de
la
communauté

1.2. Aperçu de la participation des communautés à l'élaboration des politiques en matière de biodiversité

Donner aux communautés les moyens de s'engager activement dans l'élaboration des politiques, c'est reconnaître leurs droits et leur permettre de faire entendre leur voix. Cela permet aux communautés d'influencer le cours de nos **efforts collectifs**, en veillant à ce que nous, en tant que communauté internationale, avançons de manière cohérente vers un objectif commun - qu'il s'agisse de stopper et d'inverser la perte de biodiversité, de lutter contre le changement climatique ou de réduire la pauvreté [2].

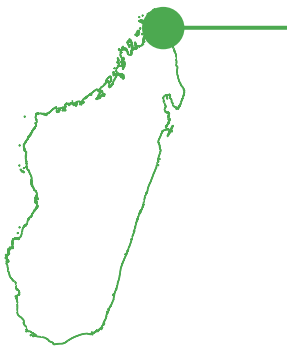
Les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables dans les zones rurales dépendent souvent des écosystèmes, par conséquent la perte de biodiversité a des conséquences importantes pour elles. L'inclusion dans l'élaboration des politiques n'est donc pas seulement une aspiration, mais une obligation éthique nécessaire pour surmonter les menaces qui pèsent sur la biodiversité tout en respectant les **droits** de ces communautés [2].

La participation active des communautés à l'élaboration des politiques permet de **mieux** comprendre **les menaces** et les **opportunités** cachées dans nos écosystèmes. Cette richesse de la sagesse indigène, lorsqu'elle est partagée et intégrée, transforme les politiques en puissants outils de changement. Les connaissances locales et l'adhésion de la communauté renforcent la mise en œuvre de la politique, la rendant plus efficace et plus durable [3].

Toutefois, le chemin vers l'inclusion peut être semé d'embûches : refus de participer, déférence à l'égard des chefs de communautés, approches inappropriées, contraintes de temps, besoins en ressources, nécessité de renforcer les capacités et de s'engager en permanence en faveur de la participation. Ces **défis** doivent être pris en compte à mesure que nous progressons vers un avenir plus inclusif, plus équitable et plus riche en biodiversité grâce au processus de révision des SPANB [3].

3.1. Contexte

À Madagascar, des représentants des communautés locales, appelés « champions de la communication », qui ont directement tiré profit de la restauration et de la protection de la nature, ont eu l'occasion de partager leurs expériences avec les décideurs politiques. Le processus, qui a été facilité par Conservation International (CI) Madagascar d'octobre 2022 à septembre 2023, a été financé par SwedBio. Les champions de la communication communautaire étaient issus de 14 villages de l'aire protégée du corridor marin des 7 baies.



**Aire protégée du
corridor marin des
7 baies**

Aire protégée du corridor marin des 7 baies //

Faisant partie du réseau d'aires marines protégées de Madagascar, elle possède des mangroves d'une importance écologique et socio-économique extraordinaire, ainsi que d'une importance significative en termes de protection côtière et de bio-pépinière. Cependant, ces forêts de mangroves ont également des parcelles dégradées causées par la combustion et la coupe de charbon de bois qui ont eu lieu avant qu'elles ne soient protégées. Ces mangroves sont non seulement essentielles à la vie quotidienne des communautés locales, mais font également partie des itinéraires touristiques proposés. Il est donc nécessaire de préserver l'intégrité de ces écosystèmes afin de garantir la pérennité des moyens de subsistance des communautés locales et la poursuite de l'écotourisme.

L'aire protégée du corridor marin des 7 baies est également riche en récifs coralliens, un écosystème particulièrement riche en biodiversité où les poulpes et autres espèces marines trouvent leur habitat. Le poulpe est devenu particulièrement essentiel en tant que moyen de subsistance des populations locales, d'où la mise en place d'une réserve infranationale de poulpe. Malgré l'existence de réglementations sur les saisons de pêche, ces écosystèmes sont continuellement sous pression : outre les menaces naturelles telles que le réchauffement climatique et l'érosion marine due à l'élévation du niveau de la mer, des menaces anthropiques sont souvent observées, telles que la surpêche et les engins et techniques de pêche non réglementés.

3.2. L'approche

Grâce à une formation complète et à l'accès aux ressources médiatiques, ces communautés ont été dotées des outils nécessaires pour recueillir efficacement les informations précieuses issues de leurs efforts en matière de protection, de gestion durable et de restauration des écosystèmes.

Renforcement des capacités // Des ateliers ont été organisés dans cinq villages, où les communautés de 15 des 16 villages situés dans l'aire protégée du corridor marin des 7 baies ont été rassemblées, représentées par des groupes communautaires tels que des pêcheurs, des associations de femmes et de jeunes, entre autres. Dans chaque atelier, CI a présenté un bref aperçu du projet et s'est engagé dans des activités courtes mais informatives comprenant des jeux et d'autres exercices participatifs soulignant l'importance d'une communication efficace dans divers formats et supports.

CI a présenté le concept de solutions fondées sur la nature et a encouragé les participants à partager et à décrire celles qu'ils ont mises en œuvre sur le plan local, en indiquant leurs principaux avantages et leurs réussites. Les participants ont également été interrogés sur les messages qu'ils souhaiteraient transmettre au gouvernement malgache s'ils en avaient l'occasion.

Les voix, les expériences, les réussites, les défis et les besoins de la communauté ont été directement partagés par les représentants de la communauté qui étaient présents. Au cours des ateliers, le profil idéal d'un champion de la communication communautaire a été discuté et ses rôles et responsabilités ont été décrits.

À la fin des ateliers, les participants ont été invités à s'impliquer dans le projet à travers l'un des types de participation suivants : (1) devenir des champions de la communication communautaire, (2) contribuer à l'élaboration d'exemples de réussite et/ou (3) participer à des ateliers de validation du matériel de communication à produire. Les exemples de réussite et les messages clés ont été affinés au cours d'un atelier de narration organisé avec les champions de la communication communautaire.

Choix du canal de communication // Les communautés ont choisi de transmettre leur histoire par le biais de courts-métrages, qui seront diffusés sur des plateformes de réseaux sociaux telles que Facebook. Ils ont choisi Facebook en raison de sa portée internationale et de son utilisation répandue à Madagascar, ce qui en fait un moyen efficace d'atteindre un public national, notamment les responsables gouvernementaux, les décideurs politiques et le grand public. Ces courts-métrages ont également mis en valeur leur culture à travers des chants et des danses traditionnels. Les participants ont trouvé que les courts-métrages étaient faciles à comprendre, mais ils voulaient participer activement à la narration de leurs réussites afin de refléter leurs expériences collectives et leur identité culturelle.

3.3. Surmonter les obstacles à une participation significative

Barrière linguistique // Bien que les participants se soient montrés enthousiastes pendant les sessions, la barrière de la langue a parfois freiné leur pleine participation. Les groupes communautaires et les champions de la communication étaient issus de milieux éducatifs et socio-économiques divers et ne comprenaient pas tous la langue officielle malgache. Pour surmonter la barrière linguistique, les facilitateurs locaux ont fourni des traductions dans la langue locale lors de la conduite des ateliers et ont apporté leur aide pendant les activités.

Le matériel destiné à la formation des champions de la communication a été préparé et présenté dans la langue locale par des formateurs locaux qui ont assisté au tournage des vidéos sur les réussites. Bien qu'efficace pour la compréhension mutuelle, cette méthode a ajouté du temps supplémentaire, si bien que certaines réunions se sont déroulées plus tard que prévu.

Barrière éducative // Les inégalités en matière d'éducation ont également pu gêner certains participants, car certains savaient lire et écrire alors que d'autres ne le savaient pas. Pour atténuer les différences de niveau d'éducation, les participants ont été répartis en petits groupes comprenant des membres complémentaires (par exemple, certains pouvaient lire les consignes tandis que d'autres prenaient des notes pendant que les membres du groupe exprimaient leurs idées). Les activités mettaient principalement l'accent sur la communication orale afin que chacun puisse exprimer ses idées plus facilement. Les facilitateurs locaux et l'équipe de CI ont pris des notes pendant ces activités.

3.4. Principaux résultats d'une participation communautaire réussie

Diverses perspectives ont émergé // Au total, **159** personnes ont été contactées, dont **81** ont exprimé leur intérêt à participer au projet et **44** se sont inscrites en tant que champions de la communication. Ces participants représentaient un large éventail de groupes, notamment des pêcheurs, des femmes et des associations de jeunes. Les exemples de réussite qui en ressortent décrivent de manière authentique les réalités de ces communautés, ce qui peut permettre d'élaborer des solutions, des stratégies et des politiques efficaces.

Les communautés ont été dotées des outils leur permettant d'apporter des changements positifs // Les capacités des champions de la communication ont été renforcées, ce qui leur a permis d'acquérir une meilleure connaissance des solutions fondées sur la nature et des compétences pour un plaidoyer, une utilisation des médias et une communication efficaces. Les communautés elles-mêmes se sont responsabilisées et ont pris confiance en leurs capacités à contribuer à des changements positifs.



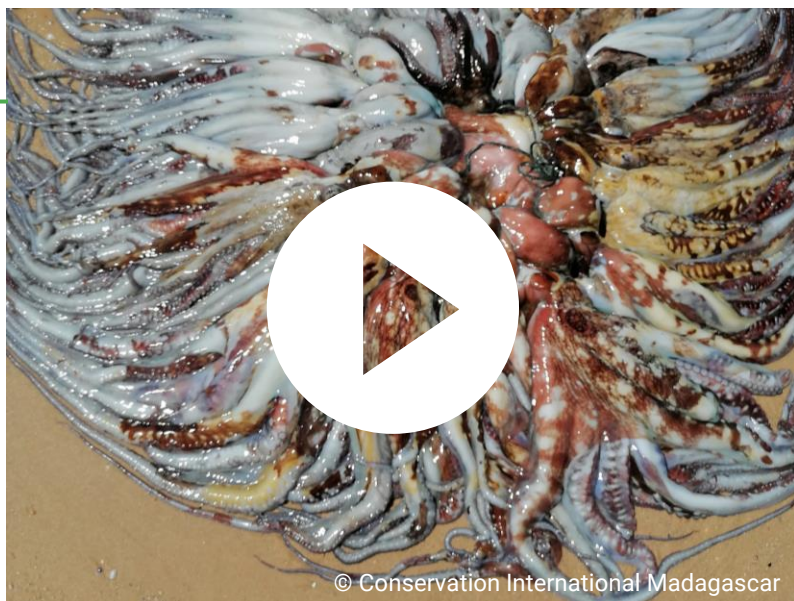
© Conservation International Madagascar

COURT MÉTRAGE

Mangroves : Un écosystème qui nous maintient en vie

COURT MÉTRAGE

Pêche durable : Penser à l'avenir, respecter la fin de la saison du poulpe



© Conservation International Madagascar

© Conservation International Madagascar / Photo par Narindra Ranaivoson Andriambala

Les champions de la communication de l'aire protégée du corridor marin des 7 baies, qui ont élaboré des exemples de réussite sur la base de leurs expériences collectives.



Les communautés telles que celles de l'aire protégée du corridor marin des 7 baies aspirent à ce que leur voix soit reconnue. Il est essentiel de leur donner les moyens de s'engager activement et de contribuer aux politiques, stratégies, projets et initiatives qui sont conçus pour elles ou qui ont un impact sur elles, tout en s'alignant sur leurs besoins particuliers.

Étant donné que Madagascar entame le processus de mise à jour de ses SPANB, les décideurs politiques peuvent incorporer ces trois principaux enseignements tirés (listés à droite) sur la façon d'impliquer efficacement les communautés pour des résultats politiques plus forts et plus inclusifs. Cela permettrait non seulement de mettre en évidence l'importance d'une communication efficace dans divers formats et supports, mais aussi de garantir l'efficacité de la participation et de l'inclusion des communautés dans la prise de décision et l'élaboration des politiques.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS

CANAUX DE COMMUNICATION :

Fournir une variété de canaux de communication pour permettre aux communautés de mettre en valeur leurs expériences, leurs connaissances, leurs réussites, leurs besoins, leurs idées et leur culture (par exemple, par le biais de chants et de danses traditionnels).

LANGUES LOCALES :

Préparer des documents dans les langues locales et permettre la communication verbale pour combler les lacunes dues à l'analphabétisme.

EXERCICES INTÉRESSANTS :

Inclure des exercices créatifs et participatifs adaptés aux contextes locaux lors de l'implication des communautés locales, afin de susciter leur intérêt et d'encourager une participation significative.

LES RÉFÉRENCES

- [1] IPBES (2019): Rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz, et H. T. Ngo (éditeurs). Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne. 1148 pages. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3831673>
- [2] UNEMG (2022): Orientations pour l'intégration des droits de l'homme dans les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB). Disponible sur: <https://unemg.org/wp-content/uploads/2022/12/NBSAP-guidance-final.pdf>
- [3] Fauna & Flora International, (pas de date). Stratégie nationale pour la biodiversité et plan d'action Matériaux de préparation du BSAP Matériaux compilés pour le processus de préparation du BSAP. Disponible sur : <https://www.cbd.int/nbsap/doc/guidelines/ffi-nbsap-guidelines-en.pdf>

REMERCIEMENTS

Cette note d'orientation a été élaborée par Conservation South Africa en partenariat avec Conservation International Madagascar, dans le cadre du projet « Le gouvernement et les communautés partagent leurs connaissances sur les solutions fondées sur la nature pour le développement durable, le climat et la biodiversité » (2021-2023), financé par SwedBio, un programme pour la biodiversité et le développement équitable au Stockholm Resilience Centre.